Olivier Cabon (dir.)

Histoire et civilisation du Soudan De la préhistoire à nos jours

Africae

Au Soudan aujourd'hui

Odile Nicoloso et Nicolas Beaumé

DOI : 10.4000/books.africae.2932
Éditeur : Africae, Soleb, Bleu autour
Lieu d'édition : Paris, Khartoum
Année d'édition : 2017
Date de mise en ligne : 17 janvier 2022
Collection : Africae Studies
EAN électronique : 9782493207074

<http://books.openedition.org>

Référence électronique

NICOLOSO, Odile ; BEAUMÉ, Nicolas. *Au Soudan aujourd'hui* In : *Histoire et civilisation du Soudan : De la préhistoire à nos jours* [en ligne]. Paris, Khartoum : Africae, 2017 (généré le 28 janvier 2022). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/africae/2932>>. ISBN : 9782493207074. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.africae.2932>.

au Soudan aujourd'hui

Odile Nicoloso *
et Nicolas Beaumé

753

* documentaliste,
en poste à Khartoum de 2009 à 2013

principales villes le long du Nil

d'après Claude Rilly, J. Picard, D. Bonardelle (CNRS-Illacan)

Le Soudan était le plus grand pays d'Afrique jusqu'à la séparation d'avec le Sud du 9 juillet 2011 ; bien qu'amputé, il reste très vaste (trois fois la France) à l'extrémité est de la bande sahélienne. Sa superficie — qui se situe maintenant après celle de l'Algérie et de la République Démocratique du Congo (RDC) — est de 1 886 068 km². Les reliefs y sont rares, très élevés cependant pour le Gèbel Marra à l'ouest, moins pour la chaîne longeant la côte de la mer Rouge à l'est et les Monts Nouba du Sud Kordofan. Le Soudan est occupé par une vaste zone désertique au nord, coupée par le ruban de la vallée du Nil où poussent cultures vivrières, palmiers et manguiers. En allant vers le sud, le désert se mue petit à petit en savane de plus en plus arborée et cultivée : au Kordofan les baobabs sont nombreux mais c'est surtout le royaume de l'acacia qui produit la gomme arabique. Enfin, entre les vallées des deux Nils et de leurs affluents, on rencontre de vastes plaines cultivées de manière intensive. Dans l'État de Gedaref — grand comme un cinquième de la France —, le point culminant est le haut des silos à grains.

La population du Soudan s'élevait en 2014 à environ 39,3 millions d'habitants. Elle est essentiellement rurale (66 %) et parfois nomade (7 %) et son espérance de vie est de 63 ans. C'est un des pays de très ancienne civilisation, il est depuis l'antiquité une terre de carrefour, un creuset de brassage ethnique. Le Soudan est membre actif de l'ONU, de l'Union africaine, de la Ligue des États arabes, de l'Organisation de la coopération islamique (Oci).

Depuis la séparation d'avec le Soudan du Sud, la République du Soudan est entrée dans une nouvelle ère et doit faire face à de multiples défis sur les plans politique, économique et social : élaboration d'une nouvelle constitution, questions épineuses restées en suspens avec le voisin du sud, chute des recettes pétrolières, réforme du secteur agricole et dette extérieure qui s'élève à plus de 40 milliards de dollars...

Cependant, le Soudan dispose de nombreux atouts ; sa situation géographique constitue un véritable trait d'union entre le Moyen-Orient, la Corne de l'Afrique et l'Afrique centrale, avec une large ouverture sur la mer Rouge. Il dispose d'une main-d'œuvre jeune, éduquée, et de ressources naturelles abondantes : agricoles, hydrauliques, minérales, animales et touristiques.

Le Nil Bleu et le Nil Blanc se rejoignent à Khartoum, la capitale, pour ensuite monter vers le nord jusqu'à la Méditerranée. Le Nil est le plus long fleuve du monde. Ses rives au Soudan sont encore dans leur état originel, contrairement à celles de l'Égypte où le Nil, régulé par le barrage d'Assouan, ne connaît plus les crues annuelles. Jusqu'à présent, les eaux du Nil sont régies par le traité de 1959 qui, reprenant celui de 1929 entre l'Égypte

l'économie

et le Soudan, alloue 55,5 milliards de mètres cubes d'eau par an à l'Égypte et 18,5 milliards au Soudan, soit près de 90 % du débit total du fleuve. Mais les autres pays riverains en amont ont toujours critiqué cet accord et revendiquent un droit d'usage équitable des eaux du Nil. Les dix pays (l'Éthiopie, l'Érythrée, l'Ouganda, le Burundi, le Rwanda, la Tanzanie, le Congo, le Kenya, l'Égypte et le Soudan) se sont donc groupés dans un projet nommé « Initiative Bassin du Nil » pour une vision partagée du développement des eaux du Nil. L'Égypte et le Soudan refusent le nouveau traité élaboré dans ce cadre ; de nouvelles discussions sont en cours, sans, toutefois, qu'elles aient pu déboucher sur un accord définitif...

Quant au barrage hydroélectrique de Merowe, c'est le plus grand ouvrage érigé sur le Nil après le barrage d'Assouan. Situé au niveau de la quatrième cataracte, il a englouti des villages entiers et déplacé des milliers de personnes. Inauguré en 2009 par le président Bechir, il a doublé la capacité électrique du pays et fournit l'électricité jusqu'à el-Obeïd et Gedaref. D'autres projets de nouveaux barrages sur le Nil et ses affluents sont dans les cartons, ce qui provoque l'inquiétude du service des Antiquités car de nombreux sites archéologiques seraient alors engloutis. Il est à signaler que le parc national marin de Sanganeb et la baie de Dugonab (avec l'île de Mukawar, structures de récifs coralliens qui abritent mangroves, oiseaux de mer, mammifères marins) viennent d'être cités au patrimoine mondial de l'Unesco, tout comme la ville de Souakin, ancien port entièrement construit en corail, supplanté au siècle dernier par Port-Soudan.

Il n'y a pas de statistiques détaillées prenant en compte la séparation des deux Soudans. Avant cette séparation, en 2011, la Banque mondiale estimait le PIB à 55 milliards de dollars, soit 1 605 dollars par habitant. En 2011, toujours, la dette extérieure du Soudan était de 38 milliards de dollars, le Soudan était classé 169^e sur 189 pour l'indice de développement humain, et l'espérance de vie y était de 61,5 ans.

La séparation des deux Soudan a provoqué un choc économique énorme. En 2012, la croissance économique a été négative et l'inflation s'est envolée à 48 %, la monnaie nationale, la livre soudanaise (SDG), a dévissé par rapport au dollar.

Le pétrole fut découvert en 1978. Cette nouvelle richesse généra des tensions qui expliquent en partie la reprise de la guerre civile entre le Nord et le Sud en 1983. Depuis une quinzaine d'années, le pays, qui avait délaissé l'agriculture, vivait des recettes pétrolières, mais celles-ci se sont taries le 1^{er} janvier 2012. La diversification des ressources en prévision

Le Soudan est le premier producteur mondial de gomme arabique:
tri dans les entrepôts (en haut) et bourse (en bas) à el-Obeïd.

La mine d'or d'Ariab Mining.

◀ de ce choc n'a été entamée qu'en 2010. Le pays produit encore du pétrole mais pas suffisamment pour sa propre consommation (110 000 barils par jour). Depuis 2014, ce n'est plus que le troisième produit d'exportation, après les animaux et l'or, alors qu'il assurait en 2011 75 % des exportations. Le bas prix du pétrole n'encourage pas actuellement les investissements. La Chine, principal partenaire commercial, a construit le pipeline qui achemine le pétrole vers Port-Soudan. La majorité des réserves se trouvant au Soudan du Sud, le problème pétrolier fait partie des questions en suspens entre Soudan et Soudan du Sud qui, lui, ne possède aucun port maritime.

L'agriculture est une ressource qui remonte à la haute antiquité : la Gezira, Gedaref et le Kordofan sont les principales régions productrices, notamment de canne à sucre et de céréales. Elles ne suffisent malheureusement pas à couvrir la consommation locale ; toutefois la luzerne soudanaise alimente les élevages de la péninsule arabe. La société sucrière Kenana fut fondée en 1970 par le président Nimeiry. Depuis les années 1970, le Soudan est devenu exportateur de sucre et a diversifié ses produits (l'éthanol depuis 2013). Le complexe Kenana à Rabak est devenu une ville avec écoles, hôpitaux et même une université.

La gomme arabique, dont le Soudan est le premier producteur mondial, est, quant à elle, de plus en plus utilisée dans l'industrie pharmaceutique, cosmétique ou agroalimentaire (notamment pour la fabrication du Coca-Cola... malgré l'embargo). C'est également un engrais et un facteur de lutte efficace contre la désertification. Des acacias fournissent cette gomme (pendant 4 000 ans ils ont été utilisés pour la fabrication d'« allumettes »). Le Soudan exporte 95 % de cette matière et produit la meilleure espèce, le « hashab ». Des centaines de familles sont impliquées dans la récolte pendant la saison sèche. el-Obeïd est le siège de la bourse où s'échangent gomme arabique, karkadé et sésame dans le pur style des bourses des matières premières.

Depuis la séparation d'avec le Sud, le Soudan est à la recherche de ressources nouvelles, comme la culture du coton — interrompue il y a une vingtaine d'années. L'or, autre ressource soudanaise réputée depuis l'antiquité, est devenu la première recette d'exportation en 2016 : le ministre des Mines a annoncé qu'il attendait, cette année-là, une production de 100 tonnes. Le Soudan pourrait être le quinzième exportateur d'or du monde et le troisième en Afrique. L'or est surtout présent dans l'est du pays ; la principale mine industrielle, située sur les terres des tribus Béja, le long des côtes de la mer Rouge, est exploitée par la société Ariab Mining et représente 10 % de la production. Mais l'essentiel provient désormais des orpailleurs ; un véritable phénomène de « ruée vers l'or » s'est développé depuis 2010 et a permis de multiplier par dix les exportations en trois ans ;

la politique

cette production artisanale assurerait 85 % de la production. Ils sont des milliers dans le désert nubien à sonder le sol avec leur « poêle à frire », au grand désespoir des archéologues qui voient leurs chantiers de fouilles criblés de trous. Ils creusent des cavernes où certains se retrouvent parfois enterrés, tandis que les plus chanceux vendent leur collecte 35 dollars le gramme sur le marché de Khartoum. Mais le ministre des Mines envisage de prendre des mesures pour arrêter la contrebande d'or, qui prive le pays de recettes fiscales en devises étrangères.

Le Soudan est également un grand fournisseur de bétail : ovins, bovins, camélins sont plus nombreux que les humains, de l'ordre de cent millions de têtes, le plus souvent exportés vivants (ce qui rapporte assez peu) vers les pays voisins : Égypte, pays du Golfe ou Arabie Saoudite.

La balance commerciale est fortement déficitaire. Le pays achète majoritairement des produits manufacturés, des équipements, du textile, et des produits chimiques. Ses principaux partenaires commerciaux sont la Chine, le Japon, les pays du Golfe et l'Égypte. La part des exportations vers la Chine a diminué de 30,2 % en 2014 à 23,4 % en 2015 ; cette diminution montre la nécessité de diversifier les partenaires commerciaux.

Notons enfin que les diplômés soudanais émigrent nombreux dans les pays arabes, voire européens ; les médecins soudanais sont notamment très appréciés et nombreux en Grande-Bretagne.

Le Soudan se compose de dix-huit *wilayat* (mot que, dans le cas du Soudan, on traduit généralement par « États ») fédérées : aux dix-sept *wilayat* « anciennes », il faut ajouter le Kordofan de l'Ouest, réinstitué en 2013. Les *wilayat* sont gérées par des gouverneurs élus. La langue officielle est l'arabe. La Constitution provisoire de 2005 est toujours en vigueur — elle devrait en principe être révisée depuis la séparation d'avec le Sud mais, pour l'instant, les partis d'opposition refusent de participer aux discussions.

Le Soudan est régi par un régime présidentiel. Le pouvoir est entre les mains du président, de l'armée et des services de sécurité. Jusqu'en 2017, il n'y avait pas de Premier ministre. Le gouvernement à la tête duquel se trouve le président Omar el-Bechir est issu du parti du Congrès national (NCP). Inculpé en mars 2009 pour crimes contre l'humanité par la Cour pénale internationale, celui-ci a été réélu en avril 2015 lors d'élections marquées par un taux de participation très bas. Âgé actuellement de 72 ans, il a promis de ne pas se représenter en 2020. Le général Bakri Hassan Saleh, premier vice-président de la République depuis décembre 2013, est désormais Premier ministre.

État ordre alphabétique	nom arabe	translittération	transcription	capitale	superficie en km ²	population en 2012	densité ha/km ²
1	al-Djazirah	الجزيرة	<i>al-gazīrah</i>	Wad Madani	27 549	3 667 000	133,1
2	al-Qadarif	القضارف	<i>al-qadārf</i>	Gedaref	75 263	1 387 000	18,4
3	Darfour-Central (institué en 2012)			Zalingei			
4	Darfour-du-Nord	شمال دارفور	<i>šemāl dārfūr</i>	el-Fasher	296 420	2 098 000	7,1
5	Darfour-du-Sud	جنوب دارفور	<i>ganūb dārfūr</i>	Nyala	127 300	4 218 000	33,1
6	Darfour-Occidental	غرب دارفور	<i>ġarb dārfūr</i>	el-Geneina	79 460	1 320 000	16,6
7	Darfour-Oriental (institué en 2012)			ed-Daein			
8	Kassala	كسلا	<i>kasala</i>	Kassala	36 710	1 898 000	51,7
9	Khartoum	الخرطوم	<i>al-ḫarṭūm</i>	Khartoum	22 142	5 828 000	263,2
10	Kordofan-du-Nord	شمال كردفان	<i>šemāl kordofān</i>	el-Obeid	185 302	2 976 000	16,1
11	Kordofan-du-Sud	جنوب كردفان	<i>ġanūb kordofān</i>	Kaduqli	158 355	1 425 000	9,0
12	Kordofan-de-l'Ouest (institué en 2013)			al-Fulah	111 373	1 320 405	11,85
13	Mer Rouge	البحر الأحمر	<i>al-baḥr al-aḥmar</i>	Port-Soudan	218 887	1 462 000	6,7
14	Nil	نهر النيل	<i>nahr al-nīl</i>	ed-Damer	122 123	1 150 000	9,4
15	Nil Blanc	النيل الأبيض	<i>al-nīl al-ibīḍ</i>	Rabak	30 411	1 890 000	62,2
16	Nil Bleu	النيل الأزرق	<i>al-nīl al-azraq</i>	ad-Damazin	45 844	834 000	18,2
17	Nord	الشمالية	<i>al-šamaliyah</i>	Dongola	348 765	697 000	2,0
18	Sannar	سنار	<i>sanār</i>	Sannar	37 844	1 310 000	34,6
				total	1 886 068	32 161 000	17,1

◀ Le président et les deux assemblées sont élus tous les cinq ans. L'Assemblée nationale peut discuter des lois et vote le budget. Le conseil des États se compose de deux représentants par État ; ses pouvoirs sont très formels.

À la suite de scissions diverses, il existe à peu près 85 partis politiques au Soudan. Les plus importants sont le Parti unioniste démocratique (PUD, Mirghani), l'Oumma (Sadiq al-Mahdi), le Congrès national (Omar el-Bechir), le Congrès populaire (Hassan al-Tourabi, décédé en mars 2016) et quelques partis islamistes plus radicaux : les Frères musulmans, Ansar Sunna. Le Parti communiste, autrefois le plus puissant du monde arabe, est désormais considérablement affaibli. Le MPLS Nord conduit par Malik Agar, Abdelaziz al-Hilou et Yasser Arman a été dissous au moment de la séparation d'avec le Sud et fait partie d'un front révolutionnaire soudanais regroupant les divers groupes rebelles. Sous l'égide de l'Union africaine, un « dialogue national » a été instauré en 2014, mais sans grand succès.

le Darfour

Ce territoire de 500 000 km² — dont le sous-sol recèlerait d'importantes richesses minérales (pétrole, cuivre, uranium) — est divisé, depuis 2012, en cinq États (voir *les dix-huit États composant le Soudan*, p. 761).

La guerre civile actuelle, commencée en 2003, a entraîné des dizaines de milliers de morts et le déplacement d'un million et demi de personnes. Pour en comprendre les causes il faut se reporter aux chapitres précédents de ce livre (p. 433 sq. et p. 633 sq.) qui relatent l'histoire de l'ancien sultanat. Ni la religion ni la langue ne jouent un rôle dans le conflit, puisque les Darfouris sont tous musulmans, arabophones et noirs ; ce n'est pas une guerre entre Arabes et Africains mais un affrontement d'abord politique. Comme au Sud Soudan, l'administration coloniale n'avait guère investi ici dans les infrastructures, les services, le commerce ou l'éducation ; le pouvoir indépendant a fait de même. La région a toujours représenté pour les autorités de Khartoum à la fois une menace et une source de richesses, d'où une succession de politiques négligentes et répressives. Dans cette région la terre (le *dar*), qui appartient aux tribus sédentaires, est au centre de la vie économique et sociale. Le *dar* est à la base d'un consensus politique entre les grandes tribus du Darfour ; il leur garantit l'accès à l'eau, aux champs, aux pâturages. Dans d'autres lieux les *dars* appartiennent à l'État, voire à personne : les nomades n'en sont pas propriétaires et, pendant la saison sèche, leurs habitants doivent les laisser passer avec leur bétail pour pâturer. Alliées à la pression démographique, la désertification et la dégradation écologique, ont amplifié les problèmes de pénurie. Ces changements naturels ont un effet important sur le mode de vie des populations et en particulier sur les relations entre nomades et sédentaires. Faute de pluies, les tribus chamelières

du nord, à prédominance arabe, ont dû se déplacer plus au sud, vers les zones mieux arrosées et plus fertiles du Gèbel Marra, empiétant sur les terres cultivées par des paysans non-arabes membres de trois tribus sédentaires — les Four, les Massalit et les Zagawas — qui ont alors pris les armes contre le gouvernement de Khartoum. Deux mouvements rebelles ont émergé : l'Armée de libération du Soudan (ALS, Abdel Wahid el-Nur) et le Mouvement pour la justice et l'égalité (MJE, Khalil Ibrahim). Khartoum a répondu à cette rébellion par l'envoi des milices appelées *Janjawid* : composées d'espèces de bandits de grand chemin, issus en grande majorité de petites tribus arabes du nord du Darfour qui, n'ayant pas reçu de *dar* des autorités coloniales britanniques, se sont appauvries et marginalisées.

Près de trois millions de personnes ont ainsi perdu leurs terres, voire leur vie, pendant ce conflit. Après une tentative infructueuse d'accord de paix à Ajuba en 2006, le Qatar et d'autres médiateurs, dont la Libye, la Ligue arabe et l'Égypte, ont repris l'initiative, ce qui a abouti à un nouvel accord de paix signé à Doha, le 13 juillet 2011, mais par... un seul mouvement rebelle. Une fraction du MJE l'a ensuite rejoint et signera l'accord en mars 2013. Les autres groupes rebelles — qui ont alors créé le Front révolutionnaire soudanais en s'alliant avec le MPLS-Nord du Kordofan Sud et du Nil Bleu — peinent à s'entendre et à avoir une vision commune.

Si toutefois ils s'entendaient, ils pourraient représenter un réel danger pour Khartoum. Certains ex-rebelles sudistes du Nord Soudan se sont en effet rapprochés de ceux du Darfour et du Soudan du Sud pour tenter de renverser l'actuel gouvernement. Depuis la séparation d'avec le Soudan du Sud, les rebelles du Darfour fourbissent toujours leurs armes. Le chef du MJE, Khalil Ibrahim, a été tué, mais son frère lui a succédé. Le chef de l'ALS, Abdel Wahid el-Nur, est en Ouganda et un nouveau conflit a repris avec le MPLS-Nord au Kordofan et au Nil Bleu. Surtout, les conflits entre tribus prennent de l'ampleur : les tensions autour du contrôle des mines d'or exacerbent les luttes traditionnelles entre nomades et sédentaires. Le dialogue *interdarfourien* entamé en 2013 dans le cadre de l'accord de Doha mais boycotté par la majorité des groupes révolutionnaires n'a guère donné de résultats, malgré un cessez-le-feu en octobre 2015 entre le Front révolutionnaire soudanais et Khartoum. Un référendum, début avril 2016, proposait le maintien des cinq États actuels ou leur fusion en un seul ; malgré une quasi-unanimité (98 %) en faveur du *statu quo*, ce référendum, boycotté par les rebelles, ne peut être considéré comme l'expression de la volonté des habitants du Darfour.

Le conflit du Darfour, qui avait attiré l'attention internationale dans les années 2000 et amené l'ONU et l'Union africaine à déployer une très importante force conjointe (la Minuad), est un peu oublié et n'a guère,

actuellement, de retentissement international. Les élites arabes soudanaises s'en désintéressent aussi pour la plupart. Cela tient notamment à l'éloignement de Khartoum, aux difficultés de communication et au manque d'infrastructures de transport.

Face à l'insécurité permanente et à l'augmentation préoccupante du nombre de personnes déplacées (2,6 millions en 2015), l'ONU et l'Union africaine sont conduites à prolonger régulièrement le mandat de leur force conjointe au Darfour. La dernière échéance était en juin 2017.

la séparation du Nord et du Sud Soudan

Le Soudan est devenu indépendant, libéré du joug colonial, le 1^{er} janvier 1956. Le Soudan du Sud l'est devenu à son tour le 9 juillet 2011 — devenant le 54^e État africain après que les populations du Sud se sont exprimées à une écrasante majorité en faveur de l'indépendance le 9 janvier de la même année. Le président Béchir s'était engagé à respecter l'issue de la consultation populaire. Ce référendum est l'aboutissement de l'Accord de paix globale (CPA) signé en 2005 entre le gouvernement et la rébellion sud soudanaise du MPLS après 22 ans de guerre. Le retour vers le sud fut un véritable calvaire pour certains Sudistes réfugiés au nord — même pour les plus riches, qui ont dû vendre tous leurs biens, souvent à bas prix. Ils n'ont pas, par ailleurs, toujours trouvé l'accueil attendu dans le Soudan du Sud qui les considère comme des suppôts de Khartoum ou comme des étrangers, puisqu'ils n'ont jamais vécu la guerre.

C'est l'aboutissement de plusieurs guerres civiles, chronique d'une séparation annoncée entre un Nord essentiellement musulman et un Sud à prédominance chrétienne. Cela ne règle pas toutefois les principaux problèmes, tels que le partage du pétrole, le tracé des frontières et le sort d'Abyei. L'accord de paix prévoyait un référendum qui n'a pas eu lieu pour cette zone frontalière, ni pour le Sud Kordofan et le Nil Bleu, États peuplés essentiellement d'ethnies (Noubas, Ingessana...) qui s'étaient alliées à la rébellion du Sud Soudan menée par le MPLS.

Le Soudan et le Soudan du Sud se sont mis d'accord en septembre 2012 sur les conditions de passage du pétrole sud soudanais dans les oléoducs du nord qui seuls permettent l'exportation du brut du Soudan du Sud enclavé vers les terminaux de la mer Rouge. L'application de ces accords est laborieuse mais paraît à présent progresser. Les questions en suspens, dont le tracé de la frontière et les droits de pâturage pour les nomades, continuent d'empoisonner les relations des deux pays, et la guerre civile qui ravage actuellement le Soudan du Sud ne permet guère aux discussions entre Khartoum et Juba de progresser.

le Kordofan et le Nil Bleu

Depuis la séparation d'avec le Sud, les Noubas du Kordofan ont repris la lutte armée contre le pouvoir central pour obtenir l'amélioration de leurs conditions de vie. Le MPLS-Nord est puissant dans ces régions où la rébellion a fait rage pendant la guerre civile. Il a gagné les élections dans le Nil Bleu, mais il les a perdues au Sud Kordofan et a repris les hostilités dès le printemps 2011. Il contrôle actuellement environ un quart du territoire, jusqu'à Kadougli la capitale du Sud-Kordofan. Les rebelles du Nil Bleu occupent environ un cinquième de cet État. La guerre est donc une souffrance au quotidien pour ces deux régions qui connaissent des bombardements « à l'ancienne ». Khartoum limite l'accès aux régions en guerre, rendant impossible tout travail de la presse. Les efforts des puissances occidentales pour obtenir un accès humanitaire dans les zones contrôlées par le MPLS-Nord n'ont pas été couronnés de succès : malgré les gros efforts diplomatiques de l'ONU, de l'Union africaine, des États-Unis et de la Turquie, un couloir humanitaire n'a pas encore pu voir le jour ■

765

aujourd'hui

Khartoum
vu depuis
l'île de Tutti.